

« Je suis convaincue que nous saurons relever les défis à venir. »



Barbara Hayoz (présidente du conseil d'administration au 1^{er} janvier 2020) et Thomas Daum (président sortant du conseil d'administration)

« La SERV dispose d'une bonne capacité de risques, qui lui permettra d'aborder les futurs défis à relever de façon offensive. »

Monsieur Daum, dans quel état remettez-vous la SERV à Mme Hayoz ?

[Thomas Daum] Je suis heureux de remettre à Barbara Hayoz une entreprise en bonne situation de santé. Grâce à la compétence de ses collaborateurs et l'utilisation flexible de ses produits, la SERV s'est établie une excellente réputation sur le marché. Nous travaillons toujours en autofinancement et, grâce aux résultats d'entreprise positifs, avons pu augmenter notre capital propre pour atteindre CHF 2,8 mia. Ainsi, la SERV dispose d'une bonne capacité de risques, qui lui permettra d'aborder les futurs défis à relever de façon offensive.

Cependant, l'an dernier, le nombre de nouvelles opérations et nouvelles expositions a nettement baissé. Cela ne vous inquiète-t-il pas, Madame Hayoz ?

[Barbara Hayoz] Non. Nous ne pouvons pas comparer l'an dernier avec 2018, qui était une année exceptionnelle. L'an dernier, nous n'avons assuré que peu d'opérations volumineuses. De plus, la baisse

d'activité dans l'industrie suisse des biens d'investissements, notre principal segment de clientèle, s'est fait sentir. L'évolution des affaires de la SERV a toujours été très volatile. Généralement, lorsque les incertitudes croissent, la demande de couvertures de la SERV augmente.

Sur le long terme, comment ont évolué les affaires depuis 2013 ? Y a-t-il eu des changements fondamentaux ?

[D] Les affaires de la SERV ont fortement évolué ces dernières années. Les tendances des risques court terme aux risques moyen/long terme et du domaine public au domaine privé ont été significatives. Plus important encore : l'adaptation de notre politique de couverture au changement structurel du secteur de l'exportation. C'est de plus en plus marqué dans les chaînes de création de valeur mondialisées : en Suisse, les activités intenses de création de valeur baissent et les structures contractuelles et de financement des opérations d'exportation assurées deviennent plus complexes. Nous avons dû suivre

ce changement structurel avec une interprétation adaptée des prescriptions légales.

[H] Après les années passées à développer les affaires de la SERV, dernièrement, nous avons dû nous concentrer sur le renforcement des structures internes. En nous appuyant sur un contrôle complet de nos processus commerciaux, nous les avons modifiés sur des points essentiels pour rendre la SERV plus efficace et efficiente. Cela a créé les bases pour remplacer l'ancien système informatique, de sorte que la SERV disposera d'une infrastructure moderne pour ses activités à partir de 2021. De plus, par un développement ciblé du personnel, nous voulons permettre à la SERV d'honorer encore mieux son mandat à l'avenir.

Quels sont les défis des prochaines années ?

[D] Les changements mentionnés vont se poursuivre. Étant donné que, pour des raisons légales, son capital investi auprès de la Confédération ne lui apporte pas de revenus, la SERV dépend fortement de l'assurance d'opérations volumineuses qui génèrent des primes conséquentes. À cette fin, elle doit offrir des assurances attrayantes aux entreprises opérant à l'échelle internationale. En même temps, elle doit remplir son mandat d'encouragement pour les PME, tâche difficile dans l'environnement du marché financier actuel. Nous avons discuté de ces défis avec la Confédération et ils ont été intégrés dans les objectifs stratégiques 2020–2023 du Conseil fédéral.

Quels sont les axes majeurs des objectifs 2020–2023 du Conseil fédéral ?

[H] Le Conseil fédéral attend de la SERV qu'elle continue à proposer des produits adaptés à notre époque et compétitifs sur le plan international et, notamment, qu'elle aide également les exportateurs suisses à prendre part à de grands projets internationaux. À cette fin, la SERV veut exploiter pleinement sa marge de manœuvre dans l'évaluation des exigences à l'égard de la valeur ajoutée suisse des opérations assurées. Elle doit aussi encourager les opérations d'exportation des PME, même si elle ne peut pas toujours couvrir ses frais dans ce cadre. Ce qui est important et nouveau, ce sont les mandats de contrôle que le Conseil fédéral nous confie pour les années à venir. Il s'agit d'assurer l'autofinancement de la SERV malgré l'absence de revenus du capital, afin de garantir des financements d'exportation attrayants pour les PME et la compétitivité internationale des couvertures de la SERV.

Le changement climatique est un thème omniprésent. Cela joue-t-il un rôle au sein de la SERV ?

[D] Bien sûr. La SERV observe les « Common Approaches for Officially Supported Export Credits and Environmental and Social Due Diligence » de l'OCDE et les standards de la Banque mondiale, de l'IFC et de l'ONU. Cela comprend des règles de protection du climat. De plus, nous sommes tenus d'observer les principes de politique étrangère et les engagements de la Suisse en matière de droit international public touchant la question du climat.

[H] Pour les centrales à charbon, par exemple, très critiquées, nous décidons uniquement de l'assurance de projets qui optimisent l'efficacité et les émissions nocives d'installations existantes. Les projets de construction neuve sont traités comme des « opérations de portée particulière » dont l'assurance requiert l'approbation du Conseil fédéral. Une telle approbation est cependant très improbable.

La SERV est-elle bien équipée pour les tâches à venir ?

[D] La gestion de la SERV restera ambitieuse. Elle devra continuer à maîtriser un portefeuille réduit et structuré de façon sous-optimale ainsi que la volatilité qui en découle pour ses affaires. Et elle devra générer suffisamment de primes sans prendre de risques inadaptés. De plus, le marché du financement d'exportations évolue considérablement et de nombreux États dotent leurs assurances de crédit à l'exportation de prestations supplémentaires. Rester compétitive sur le plan international dans ce contexte sera un défi pour la SERV.

[H] Ces dernières années, la SERV n'a cessé d'améliorer sa performance tout en s'adaptant à l'évolution du marché. Elle a renforcé ses structures et dispose d'une base financière solide. La direction et les collaborateurs sont très impliqués et qualifiés, y compris pour traiter des affaires compliquées. Au niveau stratégique, des échanges réguliers ont lieu avec le propriétaire de la SERV. Sur ces bases, je suis convaincue que nous saurons surmonter les défis à venir.

« Ces dernières années, la SERV n'a cessé d'améliorer sa performance tout en s'adaptant à l'évolution du marché. »